

En fait, il est scandaleux qu'un ministère gouvernemental ait été mêlé à un tel acte illégal. C'est tout simplement odieux et insultant à tout le moins.

Nous fabriquons le meilleur beurre dans le monde et c'est faire injure à nos producteurs laitiers que de permettre que leur produit soit dénigré de la sorte. La mauvaise publicité que cette affaire suscite aura des répercussions défavorables sur nos marchés d'exportations.

Comment concilier ce geste avec la détermination du gouvernement de favoriser l'achat de produits canadiens dans le but de relancer l'économie en général? Comment le faire cadrer avec les efforts déployés par le gouvernement pour maintenir le niveau de l'emploi dans le secteur agricole lequel, à cet égard, se trouve déjà en situation difficile? A tout le moins, monsieur le Président, ce n'est pas chose facile. Voilà pourquoi j'exhorte le gouvernement à faire réprimander immédiatement les personnes jugées responsables dans cette affaire et à veiller à ce qu'elle ne se reproduise plus jamais.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ADMINISTRATION

LA DATE DES VISITES DE SA MAJESTÉ LA REINE ET DE SA SAINTETÉ LE PAPE

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, étant donné l'inquiétude que suscitent dans tout le pays les remarques irréflechies du secrétaire d'État, le premier ministre peut-il rassurer des millions de Canadiens en leur disant que les aspirations ou les ambitions politiques du parti libéral n'entraveront en rien les visites de Sa Majesté la reine et de Sa Sainteté le pape, prévues un peu plus tard dans le courant de l'année?

• (1415)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, venant de quelqu'un d'autre, cette question ne m'aurait pas surpris, mais celle-ci m'étonne parce que le chef de l'opposition a réclamé des élections à cor et à cri. Selon lui, nous devrions déclencher des élections le plus tôt possible.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je suppose qu'on s'affole un peu dans les rangs d'en face parce que nous avons un si grand nombre d'excellents candidats à la direction. Il est manifeste qu'à moins de dissoudre les Chambres avant la mi-juin, je ne serai pas en mesure de déclarer quand la campagne électorale aura lieu. Le chef du parti libéral, qui sera, du moins je l'espère, le premier ministre libéral, décidera du moment où prévenir Son Excellence de la dissolution des Chambres.

J'ai une solution à proposer, monsieur le Président.

M. Nystrom: Présentez-vous à nouveau, Pierre.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Si les élections devaient avoir lieu pendant la visite de la reine ou celle du pape, je ne vois vraiment pas pourquoi le nouveau chef du parti libéral ou le chef de l'opposition

devrait s'en occuper. Il y aura deux anciens premiers ministres, le très honorable représentant de Yellowhead et moi-même, qui pourront fort bien accompagner la reine au cours de sa tournée.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE L'ASSURANCE QUE LES VISITES NE SERONT PAS ANNULÉES

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre a raison de dire que nous avons réclamé des élections le plus tôt possible, mais c'était lorsqu'il était chef de son parti.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Or, il est assez drôle de voir de jour en jour...

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: ... tous les successeurs en lice l'un après l'autre dénigrer et contredire ce que notre éminent premier ministre s'efforce de faire ou de dire depuis 20 ans. C'est ce qui se passe au sein du parti libéral.

Le premier ministre doit admettre que sa tentative d'humour n'a pas réussi à calmer les graves inquiétudes qu'éprouvent des millions de Canadiens convaincus que le parti libéral envisage d'utiliser ces deux visites très importantes à son avantage politique. Je veux qu'il nous donne l'assurance, et j'espère qu'il pourra le faire, que la visite de Sa Majesté la reine et celle du pape auront lieu aux dates prévues, qu'elles ne seront pas annulées subitement à des fins partisans par le parti libéral, au grand désespoir de millions de Canadiens. Peut-il nous donner cette assurance dès maintenant?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Il me semble, monsieur le Président, que l'entrée en matière n'était guère plus logique que la question elle-même. Si le député est également sur les rangs pour le poste de premier ministre, je ne vois pas pourquoi il s'inquiète de voir d'autres successeurs dénigrer ma politique, puisqu'il le fait lui-même depuis longtemps. Il y a longtemps qu'il souhaite voir déclencher des élections pour pouvoir critiquer ma politique et mes actes.

Quant à me demander de garantir ce qui se passera lorsque mon mandat aura pris fin, dans le courant du mois de juin, cette question est sans nul doute anticonstitutionnelle. Comment pourrais-je décider de la date où les élections auront lieu si celles-ci sont déclenchées après que mon mandat de premier ministre aura pris fin? Je demande au chef de l'opposition d'y réfléchir.

ON DEMANDE SI LES ORGANISATEURS DES VISITES ONT TENTÉ D'OBTENIR DES GARANTIES

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le premier ministre peut-il dire si les organisateurs à Buckingham Palace, ou au Vatican ou au Canada lui ont demandé de les rassurer à ce sujet? Peut-il dire si on a demandé de telles garanties au gouvernement du Canada et, si oui, quelle a été la réponse?